

Moments historiques

Le rôle des femmes dans l'histoire canadienne



Direction générale
de la condition
féminine
de l'Ontario

2 rue Carlton
12^e étage
Toronto (Ontario)
M5G 1V2

ARM-8952

Numéro 1, octobre 1992
Début d'une série.

La reconnaissance du statut de personne : la petite histoire d'une grande campagne

Il serait absurde de demander aujourd'hui à une femme si elle se considère une personne. Pourtant, il y a seulement 63 ans, les femmes n'étaient pas considérées comme des personnes par la loi.

Les livres d'histoire nous enseignent que la grande dépression a commencé en 1929. Par contre, la plupart d'entre eux ne mentionnent pas que le 18 octobre 1929 est la date d'une décision judiciaire sans précédent pour les canadiennes.

En effet, c'est à cette date que de l'autre côté de l'Atlantique, un lord britannique coiffé de la perruque protocolaire a fait la lecture d'un jugement du Conseil privé de Londres: «L'exclusion des femmes de tout poste public est un vestige d'une époque plus barbare que la nôtre.» Ces paroles ont permis aux canadiennes d'être nommées au Sénat, reconnaissant ainsi leur statut de «personne» au yeux de la loi.

De nos jours, cela semble si évident. Mais à l'époque, c'était loin de l'être. Le jugement a marqué le point culminant d'une campagne de lettres, de discours, de pétitions et d'articles qui s'est échelonnée sur une période de

13 ans. Cette campagne a été dirigée par la juge canadienne Emily Murphy. Nous prenons maintenant pour acquis les résultats de cette campagne et en oubliions les détails importants.

Le contexte

Lors de sa première journée sur le banc de la magistrature de l'Alberta, Emily Murphy a imposé une sentence sévère à un contrebandier de boissons alcoolisées. Choqué par le verdict, l'avocat de l'accusé a mis en doute l'autorité de la juge en criant : «Vous n'êtes même pas une personne. Vous n'avez pas le droit de présider un

tribunal.» Même si la décision de la juge Murphy a été éventuellement confirmée par la Cour suprême de l'Alberta, d'autres démarches pour remettre son autorité en question l'ont poussé à prendre une initiative importante. Elle a décidé de mettre à l'épreuve l'interprétation fédérale de la loi en lançant une campagne visant à faire nommer une femme au Sénat. Après tout, l'article 24 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique stipule que le gouverneur général peut nommer des personnes qualifiées au Sénat... et que chaque personne ainsi nommée deviendra un membre du Sénat et un sénateur. Donc, si une femme devenait sénatrice, n'est-ce pas que cela prouverait qu'elle est une personne?

1929

La cause définissant le statut de personne a constitué une victoire considérable pour les canadiennes. Celles qui voulaient faire de la politique pouvaient désormais être nommées au Sénat. Mais cela ne voulait pas dire que les femmes accéderaient facilement à la Chambre haute du Parlement. La loi avait changée, mais pas les attitudes.

1992

Même si les femmes constituent 52 % de la population canadienne, elles sont toujours sous-représentées au sein des instances décisionnelles.

- * Les femmes occupent 15 des 104 sièges au Sénat canadien.
- * Les femmes occupent 40 des 296 sièges à la Chambre des Communes.
- * Les femmes occupent 2 des 9 sièges à la Cour suprême du Canada.

La campagne du Sénat

La campagne menée par les organismes de femmes pour appuyer la nomination d'une femme au Sénat a duré plus d'une décennie, mais elle s'est avérée infructueuse. Même si vers 1920 la plupart des canadiennes avaient acquis le droit de vote, elles n'étaient pas considérées comme des «personnes en matières de droits et de priviléges» par la common law britannique. Cette situation était une raison suffisante pour que les premiers ministres Arthur Meighen et Mackenzie King rejettent la demande des femmes d'accéder au Sénat.

La contestation de la loi

En 1927, découragée par ces échecs répétés, Emily Murphy a décidé de modifier sa stratégie. Elle s'est souvenue que l'article 60 de la Loi sur la Cour suprême permet à «cinq personnes intéressées» de demander au gouvernement de faire connaître son interprétation d'une disposition constitutionnelle. La juge et quatre autres suffragettes, Nellie McClung, Louise McKinney, Henrietta Muir Edwards et Irene Parlby, ont demandé au gouvernement de fournir une interprétation afin de préciser qui était une «personne» en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Le 14 mars 1928, les plaidoyers ont été entendus devant la Cour suprême du Canada. Le jugement a été rendu cinq semaines plus tard et a provoqué une amère déception. Le tribunal ne leur avait pas donné raison.

L'appel devant la plus haute instance

Plus convaincues que jamais de la justesse de leur cause, les femmes ont lancé un appel devant la plus haute instance judiciaire, qui était à l'époque le Conseil privé de Londres. Cette fois elles allaient connaître la victoire. Le 18 octobre 1929, lord Sankey, qui était le lord-chancelier du moment, a renversé la décision de la Cour suprême du Canada en

D'autres victoires

1937 Dorothea Palmer, une employée de Parents' Information Bureau, qui travaille dans une banlieue pauvre d'Ottawa, est acquittée de l'accusation d'avoir distribué des renseignements sur le contrôle des naissances.

1973 Jeanette Lavell et Yvonne Bédard, deux femmes autochtones, portent leur cause devant la Cour suprême du Canada. Elles soutiennent que la Loi sur les Indiens est discriminatoire à leur endroit parce que, contrairement aux hommes autochtones, les femmes autochtones perdent leur statut d'autochtone, ainsi que tous leurs droits et priviléges, lorsqu'elles épousent une personne qui n'est pas autochtone. Même si le tribunal ne leur a pas donné raison, la Loi sur les Indiens a été amendée en 1985 en partie grâce à leurs efforts.

1975 Irene Murdoch, la femme d'un éleveur de l'Alberta, n'a pas réussi à obtenir une part équitable de la ferme familiale à la dissolution de son mariage de 25 ans. La colère publique qui a suivi le jugement de la Cour suprême a forcé les provinces à modifier les lois relatives au partage des biens familiaux.

1980 La Commission canadienne des droits de la personne a accordé un dédommagement de 2,3 millions de dollars aux femmes bibliothécaires à la suite de la première cause importante

déclarant ce qui suit : «... et pour ceux qui demandent pourquoi le mot [personne] devrait-il inclure les femmes, la réponse est la suivante : pourquoi pas?»

Cette nuit-là, à trois heures du matin, Emily Murphy a été réveillée par un appel téléphonique provenant de Londres. On raconte qu'après avoir été informée du jugement, vêtue d'une robe de nuit en flanelle, elle a annoncé la nouvelle à sa famille en dansant et en criant : «On a gagné, on a gagné».

qui a contribué à établir le principe qu'un travail différent peut être considéré comme un travail de valeur égale.

1987 Justine Blainey, une fillette de 12 ans, a obtenu le droit de faire partie d'une équipe de hockey masculin lorsque la Commission ontarienne des droits de la personne a déterminé que : «La discrimination en raison du sexe dans le cadre des activités athlétiques est illégale en Ontario.»

1989 Deux serveuses de Winnipeg, Diana Janzen et Tracy Govereau, ont été congédiées après avoir fait l'objet de harcèlement sexuel par le cuisinier d'un restaurant. Leur cause s'est rendue devant la Cour suprême du Canada qui a déterminé que le harcèlement sexuel était une forme de discrimination et que l'employeur a la responsabilité de veiller à ce qu'il n'y ait pas de harcèlement sexuel en milieu de travail.

1989 Susan Brooks, une caissière d'un magasin Safeway, s'est plainte devant la Commission manitobaine des droits de la personne à l'effet qu'elle était victime de discrimination parce qu'elle ne bénéficiait pas de ses avantages sociaux durant une période de 17 semaines à l'occasion de la naissance de son enfant. La Cour suprême du Canada a déterminé que la discrimination en raison de la grossesse était une discrimination fondée sur le sexe.

